



Le Comité d'Etablissement de Pôle Emploi Midi Pyrénées du 27/08/2015 VALIDE LE RENFORCEMENT DU CONTROLE DES DEMANDEURS D'EMPLOI

Le Comité d'Etablissement de Pôle Emploi Midi Pyrénées vient de valider en cette fin août, la généralisation et l'intensification du contrôle des chômeurs, malgré les arguments développés par 4 organisations syndicales (CGT, FO, SOLIDAIRES et SNU FSU) pour s'y opposer. La direction a pu faire passer son projet grâce aux voix majoritaires de la CFTD, de la CFE CGC et l'abstention de l'UNSA.

Il est vrai que les déclarations ministérielles faites depuis plusieurs mois démontrent sans la moindre ambiguïté que, pour le gouvernement, les chômeurs sont coupables de leur situation et coûtent trop cher. Ils considèrent que les nombreux contrôles actuels ne sont pas suffisamment « efficaces » allant dans le sens des discours démagogues fustigeant les plus précaires.

C'est dans ce contexte que Pôle-Emploi Midi Pyrénées vient de décider de la généralisation du contrôle renforcé des chômeurs à travers la mise en place d'une équipe régionale spécialisée. Pour cela, la direction n'hésite pas à enlever des conseiller-es en agences pour exercer une mission exclusive de contrôle de la recherche d'emploi sur une plateforme qui sera située à Balma.

On passe ainsi d'un rôle de soutien et d'aide au public, en présentiel, à un contrôle « hors sol » du respect des devoirs de recherche des demandeurs et demandeurs d'emploi dans une période de tension sur le marché du travail.

Pour nos trois organisations, CGT , SOLIDAIRE SUD et SNU/FSU Pôle-Emploi Midi-Pyrénées, ces propos et ces projets sont scandaleux et inacceptables, il s'agit d'une provocation de la part du gouvernement , du patronat et de certaines organisations syndicales à l'encontre du monde du travail.

Nous condamnons ces orientations qui visent à transformer les chômeurs en coupables de leur situation alors qu'ils en sont les victimes.

Contrairement aux affirmations selon lesquelles aucun objectif chiffré ne sera donné, on ne peut pas croire que dans un contexte généralisé de mise en œuvre d'une politique de résultats, l'activité des équipes Pôle Emploi spécialisées dans le contrôle des demandeurs d'emploi y échapperait.

Nous refusons que se mettent en place des politiques coercitives visant à faire peser sur les demandeurs d'emploi, l'obligation d'accepter tout ce qui leur serait proposé - offre d'emploi ou d'adaptation à l'emploi..

Nous refusons que 9 postes en Midi-Pyrénées soient retirés des activités d'accompagnement et de conseil des privés d'emploi pour les affecter à des activités de contrôle des chômeurs. Nous invitons nos collègues à ne pas se positionner sur ces postes.

Nos trois organisations, CGT , SOLIDAIRES SUD et SNU/FSU Pôle-Emploi Midi-Pyrénées, se prononcent sans ambiguïté contre la mise en place de ces équipes de contrôle de recherche des demandeurs d'emploi et demandent au contraire le renforcement massif des moyens pour aider les privés d'emploi dans leurs recherches, pour prospecter les entreprises et pour indemniser au mieux l'ensemble des demandeurs.